Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

104-105 | 2006

Anthropologie et Histoire face aux légitimations politiques

L'ethnologie face à son histoire sous les régimes totalitaires

Ethnology Faced with its History under Totalitarian Regimes

Laurent Garros

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/626>

DOI : 10.4000/jda.626

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 355-368

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Laurent Garros, « L'ethnologie face à son histoire sous les régimes totalitaires », *Journal des anthropologues* [En ligne], 104-105 | 2006, mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 05 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/626> ; DOI : 10.4000/jda.626

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

Journal des anthropologues

L'ethnologie face à son histoire sous les régimes totalitaires

Ethnology Faced with its History under Totalitarian Regimes

Laurent Garros

- 1 M. de Certeau, dans son célèbre article de 1970 « Faire de l'histoire » (1975 : 27-62), questionne le statut de l'histoire en tant que science. L'idée principale est que le discours sur les époques passées est conditionné par la société présente à partir de laquelle, et au sein de laquelle, l'historien écrit. Ce dernier ne saurait alors échapper à un ensemble de « préjugés » (id. : 41 sqq.) qui influent directement sur son travail, et ce « *dans le choix des sujets comme dans la détermination des objectifs donnés à l'étude* » (id. : 41).
- 2 Une étude historique de ces « préjugés » est rendue possible par l'intervalle de temps qui sépare tout historien de ses prédécesseurs. En effet, parce que la « situation » dans laquelle l'histoire est écrite s'est modifiée, l'historien présent dispose d'une acuité supérieure quant au travail produit par ses pairs du passé :
- 3 Les « préjugés » de l'histoire ou des historiens disparaissent quand se modifie la situation à laquelle ils se référaient. L'organisation hier vivante d'une société, investie dans l'optique de ses historiens, se mue alors en un passé susceptible d'être étudié. Elle change de statut : cessant d'être du côté des auteurs comme ce en fonction de quoi ils pensaient, elle passe du côté de l'objet que, nouveaux auteurs, nous avons à rendre pensable (id. : 45).
- 4 Pratiquer une histoire de l'histoire, ou plutôt une historiographie de l'historiographie, apparaît dès lors comme une tâche complexe mais riche d'enseignements, susceptible d'éclairer la tension passé/présent inhérente au travail de l'historien (id. : 46-47) et révélatrice de « *l'inconscient des historiens, ou, plus exactement, du groupe auquel ils appartiennent* » (id. : 39). Ces réflexions imposent alors l'idée que tout travail historiographique est susceptible de nous en apprendre au moins autant sur la société de l'historien (ses « préjugés ») que sur celle qu'il étudie. L'histoire en tant que science peut alors être envisagée comme manifestant un certain « régime d'historicité », que l'on peut définir, avec F. Hartog et G. Lenclud, comme suit :

L'expression de régime d'historicité renverrait [...] au type de rapport que toute société entretient avec son passé, à la façon dont elle le traite et en traite avant de (et pour) l'utiliser et constitue cette sorte de chose que nous appelons histoire. La façon dont une société traite son passé et de son passé [...] : la façon dont [elle] dispose les cadres culturels qui aménagent les biais au travers desquels son passé l'affecte [...], la façon dont ce passé est présent dans son présent (davantage qu'il n'y est nécessairement), la façon dont elle le cultive ou l'enterre, le reconstruit, le constitue, le mobilise, etc. Il y aurait ainsi toute une échelle d'attitudes liées à la variabilité culturelle [...] (1993 : 26).

- 5 Le « régime d'historicité » manifeste donc les rapports que toute instance ou tout groupe sociaux entretiennent avec le passé ; il se révèle dans la manière de codifier (ou de ne pas codifier) ces rapports. La façon dont une discipline scientifique, quelle qu'elle soit, traite (ou ne traite pas) de sa propre histoire, exprime alors aussi un certain régime d'historicité, régime local (spécifique à la discipline) ou bien régime global (propre à plusieurs instances sociales, voire à toute une société).

« L'expression de régime d'historicité » demande à être placée au pluriel sitôt que s'ébauche au sein d'un groupe humain l'amorce d'une division de lui-même d'avec lui-même (id. : 28).

- 6 Nous nous proposons d'examiner à partir de ces postulats les rapports des disciplines scientifiques avec leur histoire sous les régimes totalitaires. Le point d'appréhension sera la Volkskunde, littéralement « science (allemande) du peuple (allemand) », autrement dit le folklore allemand, qui deviendra, dans les années 1970, une ethnologie germanophone en terrain européen.
- 7 La Volkskunde naît au début du XIX^e siècle. Fille du mouvement nationaliste allemand (et même, plus globalement, européen), elle reprend une idéologie dont les points principaux devaient devenir, un siècle plus tard, sous une forme raciste et guerrière, les piliers de la doctrine nationale-socialiste. Quand les nazis conquièrent le pouvoir en 1933, la Volkskunde n'éprouve par conséquent aucune difficulté à se convertir au nouveau système. Elle devient alors, par delà les variations individuelles et les quelques cas de dissidence, une alliée fidèle du régime. La grande aventure ne dure cependant que jusqu'en 1945. En même temps que la seconde guerre mondiale cesse, le régime et le parti nazis s'effondrent. Dans le nouveau contexte géopolitique international, les puissances alliées (États-Unis, Grande-Bretagne, France et Union soviétique) s'efforcent de mettre hors d'état de nuire la pensée nazie elle-même, ce qui se concrétise dans la politique de dénazification. Cette situation nouvelle de l'après-guerre oblige alors la Volkskunde (tout comme ces nombreuses autres sciences qui s'étaient corrompues dans le régime) à de profondes recompositions. Elle se trouve en effet subitement et profondément discréditée, tant d'un point de vue moral (les volkskundler s'étaient faits les complices d'un système génocidaire sans précédent dans l'histoire de l'humanité), que d'un point de vue scientifique (voulant servir la construction de l'État nazi plutôt que la recherche de la vérité, la plupart des volkskundler s'étaient livrés aux délires interprétatifs les plus fantasques). Pour retrouver après la guerre crédibilité et légitimité aussi bien sociales qu'académiques, la Volkskunde doit donc se faire nouvelle ; elle doit se refonder : considérer de nouveaux objets, développer de nouvelles méthodes, se reconnaître dans de nouveaux référents et modèles... Mais elle est également forcée, au moins implicitement et peut-être malgré elle, à se prononcer, d'une manière ou d'une autre, sur son passé : pour pouvoir être nouvelle, il lui faut tout d'abord identifier ce dont elle entend se démarquer. D'où la production d'écrits « autohistoriographiques », qui, comme nous allons le voir, vont témoigner des préoccupations propres à chaque génération de volkskundler, voire peut-être à chacune des époques dans lesquelles ceux-ci s'inscrivent.

Nous nous concentrerons ici plus exactement sur le cas de la Volkskunde ouest-allemande, dont l'évolution est dans ces années absolument indépendante de celle de sa consœur de l'Est, gagnée de gré ou de force au système communiste.

- 8 La première période dans l'écriture de l'histoire de la Volkskunde s'étend en Allemagne de l'Ouest de l'immédiat après-guerre jusque, environ, au milieu des années 1960. Le volkskundler W.-E. Peuckert, un ex-opposant au nazisme qui avait été interdit d'enseignement de 1935 à 1945, ouvre la voie en 1948 par un bref article. Deux idées importantes y sont avancées pour une historiographie de la discipline sous le nazisme. Tout d'abord, en réponse aux attaques du sociologue H. Maus, qui a reproché à la Volkskunde de s'être vouée à la dictature nationale-socialiste, W.-E. Peuckert établit un *distinguo* entre une Volkskunde politique et une Volkskunde scientifique qui auraient coexisté sous le nazisme :

À côté de la « Volkskunde du Troisième Reich », qui occupait l'avant-scène, a continué la Volkskunde réellement scientifique. Et n'a pas seulement continué, mais a aussi progressé (H. Gerndt, 1988 : 43).

- 9 La deuxième idée décisive pour une historiographie de la Volkskunde est celle de la non-responsabilité de la « Volkskunde scientifique » dans la nazification des cercles académiques et scientifiques des années 1933-1945 :

Ce n'est pas la Volkskunde qui est fautive, du moins pas la Volkskunde scientifique allemande, mais un système politique qui a tué toutes les sciences (id. : 49).

- 10 Cette brève historiographie de la Volkskunde sous le nazisme devient aussitôt et pour deux décennies la version officielle de l'histoire de la discipline, la totalité ou presque des volkskundler ouest-allemands s'y rattachant au moins implicitement, mais aussi, le plus souvent, explicitement. Quant aux autres productions historiographiques de l'époque, elles reprennent elles aussi les thèses de W.-E. Peuckert. A. Bach par exemple, qui, en 1960, fait rééditer avec quelques rajouts et modifications un manuel de Volkskunde paru la première fois en 1937, se rattache à la distinction entre Volkskunde politique et Volkskunde scientifique, et à l'idée de la contrainte exercée sur les volkskundler par le régime dictatorial :

« L'idéologie raciale » a largement moins séduit la plupart des représentants de cette génération de volkskundler allemands qui aujourd'hui encore sont en activité, que ne le laisserait supposer la littérature populaire de Volkskunde de l'époque nazie, littérature écrite en grande fanfare, pour un large public, afin de servir la doctrine du Parti. Parmi les savants qui travaillaient dans le domaine de la Volkskunde, seuls quelques cas isolés, et d'une importance incertaine, ont été inclus là-dedans, même s'ils ne pouvaient la plupart du temps faire autrement que de parler dans le jargon de l'époque, vu qu'ils étaient dans leur vie privée sous un contrôle politique sévère et sans pitié (1960 : 95-96).

- 11 H. Freudenthal encore, qui publie en 1955 un manuel d'histoire des concepts de la Volkskunde de 1900 à 1950, affirme lui aussi, dès la première page, son adhésion aux thèses de W.-E. Peuckert (pages 1 sqq.). Ce manuel met par ailleurs en évidence deux autres tendances de l'historiographie de la Volkskunde de l'après-guerre. Il y a d'abord une volonté de *remise en question* : H. Freudenthal remet en question les liens postulés entre sa discipline et le nazisme, ces liens seraient de l'ordre du « malentendu », ils ne seraient autres que le résultat d'une « identification inadmissible » (id. : 206). Cette posture se ramène à une sorte de scepticisme généralisé que l'on rencontre dans l'historiographie de la Volkskunde des années 1945-1965 : les volkskundler refusent d'associer directement et inconditionnellement leur discipline au régime nazi.

- 12 L'autre tendance représentée par l'ouvrage de H. Freudenthal est une tendance qualifiable d'« antihistoriographique ». Alors que H. Freudenthal propose un panorama des concepts de la *Volkskunde* du XX^e siècle, il ne mentionne jamais la ou les périodes dans lesquelles ces concepts s'inscrivent précisément : ce sont les concepts seuls qui l'intéressent, afin de mener à bien une sorte d'histoire des idées *pour les idées*. Attitude là aussi éminemment représentative de la manière de parler du passé dans la *Volkskunde* de l'après-guerre : on écrit l'histoire non pas tant pour savoir quelle elle fut, mais bien plutôt pour la dépasser et se concentrer sur le présent à reconstruire. Cette tendance se manifeste par exemple dans un autre manuel d'histoire de la *Volkskunde*, que signent en 1951 W.-E. Peuckert et O. Lauffer¹. L'ouvrage présente l'ensemble des recherches effectuées dans la *Volkskunde* entre 1930 et la fin des années 1940. Or les liens de la discipline avec la dictature nazie y sont presque totalement ignorés : seules cinq pages sur les 340 que le livre contient y font rapidement référence (pages 331-335). Le dessein de l'ouvrage se révèle alors être ici aussi la mise en évidence de repères pour le présent plutôt que l'étude du passé en lui-même et pour lui-même.
- 13 Que peuvent dès lors nous apprendre ces publications quant à leurs auteurs et quant au contexte dans lequel ceux-ci écrivent ? Le croisement entre données internes aux textes et données externes (éléments biographiques et situation institutionnelle de la *Volkskunde* au lendemain de la guerre) révèle en fait que les travaux historiographiques de la période 1945-1965 répondent à des desseins précis. Le premier élément à noter à ce propos est le fait que, dans le cadre de la politique de dénazification, les *volkskundler* qui s'étaient explicitement engagés en faveur du national-socialisme sont dans un premier temps écartés des sphères académiques et universitaires. Mais la dénazification s'assouplit au fil des ans, et les anciens nazis réintègrent peu à peu les cercles officiels². Il se reconstitue alors une classe de *volkskundler* qui, dans le nouveau contexte, a tout intérêt à ne pas parler du passé. Quant à ces *volkskundler* qui s'étaient bien moins engagés, ou pas du tout, en faveur du nazisme, ils ont finalement eux aussi tout intérêt à passer sous silence l'histoire de leur discipline : les dérives et compromissions de la *Volkskunde* avaient été telles qu'en 1945 c'est la discipline dans son entier, en tant qu'institution globale, qui est discréditée, et ceci dépasse le problème des implications individuelles. Le discours développé par les *volkskundler* historiographes vise alors tout à la fois à expier et dépasser le passé, mais aussi à le mettre à distance pour, en dernière instance, le faire taire. Entre évitement et camouflage, le régime d'historicité de la *Volkskunde* de 1945 à 1965 est donc caractérisé par une volonté d'enfouir définitivement un passé malséant. En parlant en termes de « champ », que l'on comprendra avec P. Bourdieu comme un espace de « forces » et un espace de « luttes » visant à « *conserver ou transformer ce champ de forces* » (1997 : 16), on peut noter qu'un tabou est institué après 1945 dans le champ de la *Volkskunde*. Or, étant donné que le rapport de forces au sein du champ va aller exclusivement dans le sens du maintien du tabou, ce sera longtemps suffisant pour dissuader tout nouvel arrivant de développer un autre type de discours historiographique. Le cas du *volkskundler* G. Lutz est à cet égard significatif.
- 14 En 1958 G. Lutz publie un abrégé regroupant les textes représentatifs de l'évolution de la *Volkskunde* de ses débuts jusqu'aux années 1950. En ce qui concerne les années nazies, il combine la stratégie de l'évitement (le seul texte reproduit est d'un *volkskundler* autrichien) avec la thèse de la déresponsabilisation : ce seraient les *volkskundler* qui auraient été « *poussés dans une direction qui était nuisible et qui ne pouvait qu'amener le discrédit sur la Volkskunde* » (1958 : 198). Or G. Lutz était âgé de 6 ans en 1933, et c'est en

1954 qu'il était devenu docteur en *Volkskunde*. Il était par conséquent hors de toute compromission avec le nazisme. Si donc, en 1958, il entretient à son tour le tabou sur l'histoire de la *Volkskunde*, c'est, comme il a pu lui-même le reconnaître, parce que le champ de la *Volkskunde* était dans ces années implicitement mais strictement hostile à toute historiographie qui ne se serait pas soumise aux contraintes de mise à distance du passé. Passer outre cet impératif tenait alors pratiquement, selon ses propres termes, du « danger » (2003).

15 Il semblerait par ailleurs que ce régime d'historicité de la *Volkskunde* des années 1945-1965, qui manifestait la volonté de maintenir un équilibre entre la nécessité de se démarquer du passé et l'aversion à parler de celui-ci, ait correspondu à un régime d'historicité globalement caractéristique de l'ensemble de la société ouest-allemande de l'époque, alors réticente à fouiller dans un passé incommode, et « *plus encline à gémir sur son propre sort qu'à prêter l'attention requise aux atrocités nazies* » (L. Dupeux, 1989 : 275).

16 Cependant, à partir du milieu des années 1960, la « situation » sociale se modifie, et un nouveau régime d'historicité se profile. Dans le monde de la *Volkskunde*, il s'affirme brusquement en 1965 par un article bref mais décisif de H. Bausinger. Reprenant une conférence faite à Tübingen sur la *Volkskunde* des années 1933-1945, H. Bausinger se démarque tout d'abord des autres *volkskundler* historiographes en ce qu'il prend le contre-pied de la thèse de la déresponsabilisation, qui regardait le nazisme comme un phénomène extérieur imposé à la *Volkskunde* :

Alors que dans beaucoup d'autres sciences le tournant nazi se présente clairement comme une irruption de l'extérieur, ici il faut compter au moins avec la possibilité que le nazisme n'ait non pas fait rentrer des idées étrangères, qu'il n'ait pas non plus seulement renforcé des éléments périphériques, mais au contraire qu'il ait souligné des idées absolument centrales dans cette science (1965 : 177).

17 Dès lors, selon H. Bausinger, un nouveau mouvement d'écriture de l'histoire de la *Volkskunde* doit s'imposer :

18 *Ceci rend la discussion avec la science nazie plus nécessaire dans la Volkskunde que dans les autres disciplines. [...] Une description critique de la Volkskunde nazie est un desideratum pressant (id.).*

19 Le mouvement engagé par H. Bausinger se heurte bien évidemment à un silence condescendant de la part de ses collègues ouest-allemands. Mais, simultanément, il répond à un besoin qui commence à s'exprimer au sein de la nouvelle génération estudiantine : un besoin que la *Volkskunde* produise des études historiographiques circonstanciées, débarrassées de la seule envie de déresponsabiliser les *volkskundler*. Or ce mouvement va prendre de l'importance avec les révoltes étudiantes (1965-1968), pour finalement atteindre un paroxysme en 1968 avec la publication de la thèse de doctorat d'un élève de H. Bausinger, W. Emmerich. Le travail de W. Emmerich étudie la genèse et le développement sous le Troisième Reich des recherches sur le peuple, et le but de l'auteur est clairement affirmé dans l'introduction :

Ce que nous voulons montrer, c'est que le Troisième Reich et sa Science du Peuple (Volkstumskunde) étaient une conséquence possible et probable du développement d'un certain groupe d'idées en Allemagne (1968 : 25).

20 Réfutant à son tour la thèse de la déresponsabilisation des *volkskundler* (ou même de tous ces savants qui étudiaient le peuple allemand : *volkskundler*, linguistes, philologues...), W. Emmerich suit du début du XIX^e siècle jusqu'à 1945 le développement de ces idées qui selon lui ont mené au nazisme. Il en propose une étude détaillée, contrevenant donc aux règles d'écriture de l'histoire de la *Volkskunde* qui imposaient une amnésie persistante.

Deux régimes opposés d'historicité se trouvent dès lors en concurrence : celui représenté par W. Emmerich et composé de cette nouvelle génération de (futurs) *volkskundler* (la plupart ne sont encore qu'étudiants), contre le régime d'historicité en usage depuis 1945 et qui rallie encore à lui toute l'arrière-garde des *volkskundler*. À bien des égards, la polémique ressemblera à une querelle des anciens et des modernes (J.-L. Georget & D. Lassaïgne, 2004 : 134).

- 21 Les démêlés, dans les années 1960, de la *Volkskunde* avec son historiographie sont par ailleurs une fois encore représentatifs de ce qui se passe dans l'ensemble de la société allemande de l'époque. Celle-ci est en effet marquée par une opposition entre classes conservatrices et mouvements étudiants, lesquels exigent de leurs aînés qu'ils parlent de leur passé sciemment tu, et s'en justifient. On retrouve donc à plus grande échelle la même opposition entre deux régimes d'historicité strictement incompatibles.
- 22 Suite au coup d'éclat de W. Emmerich, les travaux historiographiques de la *Volkskunde* connaissent dans les années 1970 une période de ralentissement. La discipline, en plein renouvellement de son corps professoral, se préoccupe alors plus de redéfinir son projet scientifique. Et si cette entreprise fait rentrer en ligne de compte des considérations d'ordre historiographique, celles-ci restent ponctuelles et subordonnées à une réflexion avant tout épistémologique. Le besoin d'histoire reste par conséquent très circonscrit.
- 23 Ce régime d'historicité caractéristique des années 1970 dure jusqu'au début de la décennie suivante ; là lui succède une nouvelle volonté d'étudier en détail les liens entre la *Volkskunde* et le nazisme. Volonté dont on peut suivre la continuité jusqu'à nos jours, et qui se manifeste à travers la riche production d'ouvrages et d'articles consacrés à cette thématique. Mais la spécificité de la décennie 1980-1990 reste aussi et surtout les implications éthiques portées par les nouveaux projets historiographiques : les *volkskundler* assimilent désormais à un devoir moral la nécessité d'étudier les rapports de leur discipline avec le nazisme. Ainsi, H. Gerndt, ouvrant en 1986 le premier colloque exclusivement consacré aux relations entre la *Volkskunde* et le national-socialisme, déclare de manière symptomatique :

« Volkskunde et national-socialisme » n'est pas à vrai dire [...] un thème comme les autres. Il est chargé émotionnellement et ne peut pas se passer d'émotions, car s'il ne provoquait pas de frémissements affectifs, nous nous trouverions précisément face à un autre thème. Le national-socialisme et la connaissance de ses conséquences horribles concernent pratiquement tous les domaines de la vie, quand on va plus loin dans la réflexion, on peut dire qu'ils nous concernent toujours en même temps en tant qu'êtres scientifiques-objectifs et en tant qu'êtres politiques-éthiques – notre conscience ne saurait se scinder, et nous devons aboutir à des solutions qui satisfont les deux aspects de notre pensée et de notre action (H. Gerndt, 1987 : 11).
- 24 Le projet historiographique s'accompagne ainsi, à partir des années 1980, du sentiment explicite d'un devoir moral. Et finalement, dans certaines versions plus « radicales », le devoir moral semble même usurper la première place à l'impératif historiographique, pour ne plus utiliser ce dernier que comme un moyen vers d'autres fins. A. Bruck par exemple énonce :
- 25 Un passé aussi regrettable peut être considéré comme réellement traité (*bewältigt*) quand : premièrement, on a déterminé ce qu'il y avait en lui, et dans quelle mesure, d'indésirable ou de négatif, et ce que ça a comme conséquence aujourd'hui ; quand, deuxièmement, on a expliqué pourquoi c'en est arrivé à prendre ce tournant négatif, et arrive aujourd'hui encore ; et quand, troisièmement, on a empêché par l'utilisation de ces

évaluations et connaissances qu'il y ait aujourd'hui encore ces caractéristiques indésirables en raison des mêmes facteurs et avec les mêmes effets (1990 : 183).

- 26 À travers ce rapide parcours des différents régimes d'historicité de la *Volkskunde* d'après-guerre s'illustre donc le fait que l'écriture de l'histoire des disciplines scientifiques ne saurait être un acte neutre et désintéressé. Bien au contraire, conformément à ce qu'enseigne M. de Certeau pour l'historiographie en général, il répond à des objectifs précis, socialement et culturellement déterminés, qui orientent le point de vue sur le passé et le compte-rendu qui en sera fait (idées qui trouvent un équivalent dans la notion de régime d'historicité proposée par F. Hartog et G. Lenclud). Considérer et écrire l'histoire, c'est donc manifester un certain rapport à cette histoire, et même à l'histoire. Or, dans le cas des disciplines scientifiques qui écrivent l'histoire d'elles-mêmes sous les régimes totalitaires, ce rapport est souvent problématique et ambigu. En effet, parce qu'il place les scientifiques face à leur passé honteux, ou face au passé honteux de leurs prédécesseurs, il met en jeu l'identité, la crédibilité et la viabilité morale de la discipline. D'où le risque que l'historiographie en arrive à n'être rien autre qu'une entreprise mensongère de déculpabilisation et de réhabilitation. La *Volkskunde* des années 1945-1965 en procure en tous les cas un exemple éclatant. Et il ne suffit pas pour contrer un tel travers de donner libre cours à une historiographie expressément accusatrice. Un ouvrage comme le collectif *Völkische Wissenschaft*, paru en 1994 (W. Jacobeit, 1994), montre que la posture exactement inverse à la volonté de déculpabilisation peut également produire des résultats biaisés : ici, ce sont tous les *volkskundler* qui, finalement, apparaissent comme trop inconditionnellement nazis.
- 27 Cette brève analyse de l'historiographie de la *Volkskunde* peut alors nous convaincre de la nécessité de considérer tout travail d'historiographie des disciplines scientifiques selon un regard éminemment critique, qui ne peut en rester au contenu des textes, et doit bien au contraire confronter ceux-ci avec la « situation » dans laquelle ils ont été écrits et avec les « préjugés » qui leur sont consubstantiels. Les bénéfices d'une telle démarche critique sont multiples : elle permet d'abord de mieux cerner le passé dont il est question ; elle permet ensuite de dégager les liens que les historiographes entretiennent avec le passé de leur discipline, les liens qu'ils entretiennent avec la société passée dans laquelle leur discipline s'était développée, également les liens qu'ils entretiennent avec la société présente dans laquelle eux-mêmes s'inscrivent, et éventuellement aussi le rapport à l'histoire que cette société a institué. Autrement dit, cette démarche permet d'engager une historiographie des historiographes et de leur société.

BIBLIOGRAPHIE

BACH A., 1960. *Deutsche Volkskunde. Wege und Organisation – Probleme – System – Methoden – Ergebnisse und Aufgaben – Schrifttum*. Heidelberg, Quelle & Meyer (3., erw. und erg. Aufl. von *Deutsche Volkskunde*, 1937).

BAUSINGER H., 1965. « Volksideologie und Volksforschung. Zur nationalsozialistischen Volkskunde », *Zeitschrift für Volkskunde*, vol. 61 : 177-204.

BOURDIEU P., 1997. *Les usages sociaux de la science. Pour une sociologie clinique du champ scientifique*. Paris, Inra Éditions / Sciences en questions.

BRUCK A., 1990. « Vergangenheitsbewältigung ? ! Kritische Anmerkungen zur Aufarbeitung der nationalsozialistischen Vergangenheit in der Volkskunde », *Zeitschrift für Volkskunde*, vol. 86 : 177-202.

CERTEAU M. de, 1975 [1993]. *L'écriture de l'histoire*. Paris, Gallimard.

DUPEUX L., 1989. *Histoire culturelle de l'Allemagne, 1919-1960 (RFA)*. Paris, PUF.

EMMERICH W., 1968. *Germanistische Volkstumsideologie. Genese und Kritik der Volksforschung im Dritten Reich*. Tübingen, Volksleben.

FREUDENTHAL H., 1955. *Die Wissenschaftstheorie der deutschen Volkskunde*. Hannover, Schriften des Niedersächsischen Heimatbundes.

GEORGET J., LASSAIGNE D., 2004. « Quel avenir pour la Volkskunde ? Entre nostalgie allemande et ouverture européenne », *Allemagne d'aujourd'hui*, vol. 170 : 128-138.

GERNDT H. (Hg.), 1987. *Volkskunde und Nationalsozialismus. Referate und Diskussionen einer Tagung der deutschen Gesellschaft für Volkskunde*. München, Münchner Vereinigung für Volkskunde.

GERNDT H. (Hg.), 1988. *Fach und Begriff « Volkskunde » in der Diskussion*. Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft.

HARTOG F., LENCLUD G., 1993. « Régimes d'historicité », in DUTRU A., DODILLE N. (dir.), *L'état des lieux en sciences sociales* : 18-38. Paris, L'Harmattan.

JACOBET W. (u.a.), 1994. *Völkische Wissenschaft. Gestalten und Tendenzen der deutschen und österreichischen Volkskunde in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts*. Wien-Köln-Weimar, Böhlau Verlag.

LUTZ G., 1958. *Volkskunde. Ein Handbuch zur Geschichte ihrer Probleme*. Berlin, Erich Schmidt Verlag.

LUTZ G., 2003. Entretien. Hambourg, 21.11.

PEUCKERT W.-E., LAUFFER O., 1951. *Volkskunde. Quellen und Forschungen seit 1930*. Bern, A. Francke AG. Verlag.

NOTES

1. À titre posthume pour O. Lauffer, décédé en 1949.

2. Cet assouplissement de la politique de dénazification avait eu plusieurs causes : tout d'abord l'ampleur même de l'entreprise de dénazification, qui rendait plus que problématique sa mise en œuvre ; ensuite le manque de personnels administratifs qui en résultait, et qui sclérosait plus encore la société allemande, déjà fort mal en point ; enfin le développement de la Guerre froide, qui a poussé les occupants occidentaux à user de plus en plus de clémence, et ce afin de gagner les Allemands au système politique de l'Ouest.

RÉSUMÉS

Dans *L'écriture de l'histoire*, M. de Certeau développe l'idée selon laquelle l'acte d'écrire de l'histoire est une praxis par laquelle l'historien en dit autant sinon plus sur sa propre société que sur celle qu'il étudie. Nous voudrions ici mettre cette thèse à l'épreuve en considérant les rapports entretenus par les ethnologues allemands (*volkskundler*) avec l'histoire de leur discipline sous le nazisme. Les différentes modalités selon lesquelles, depuis 1945, cette histoire est écrite et ré-écrite, témoignent bien en effet des préoccupations propres à chaque génération. Il convient alors de tirer de ces « versions » successives de l'histoire des enseignements tant à propos de la société et de l'époque sur lesquelles l'ethnologue-historien écrit qu'à propos des rapports qu'il entretient avec cette société, avec le passé de sa discipline, et en fin de compte avec la société contemporaine dans laquelle son récit s'insère. Au final, ceci pose la nécessité d'une approche hautement critique, absolument indispensable à l'histoire ainsi qu'à l'anthropologie, et plus particulièrement encore quand ces disciplines font leur propre histoire.

In *The Writing of History*, M. de Certeau develops the idea that the writing of history is a praxis by which the historian says as much if not more about their own society as about the one they are studying. We would like to put this thesis to the test here by considering the relationships maintained by German ethnologists (*Volkskundler*) with the history of their discipline under Nazism. The different modes according to which, since 1945, this history has been written and re-written indeed reflect well the specific preoccupations of each generation. It is appropriate therefore to learn lessons from these successive « versions » of history as much about the society and period about which the historian is writing as about the relations they maintain with this society, with their discipline's past, and finally with the contemporary society into which their narrative is inserted. In the end, this indicates the need for a highly critical approach that is absolutely indispensable to history as well as to anthropology, even more particularly when these disciplines make their own history.

INDEX

Mots-clés : contexte socio-culturel de la science, historiographie de la science, rapport au passé, *Volkskunde*

Keywords : historiography of science, relations with the past, sociocultural context of science, *Volkskunde*

AUTEUR

LAURENT GARROS

Université Bordeaux II